



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 101 – 9 FEVRIER 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**KENYA : FAIBLE
DIVERSIFICATION
DES EXPORTATIONS
DU KENYA VERS
LES ETATS-UNIS
MALGRE L'AGOA**

**COMORES :
OUVERTURE DES
ASSISES NATIONALES**

**GHANA : 310 M
USD POUR DES
PROJETS DE LUTTE
CONTRE LE
CHANGEMENT
CLIMATIQUE**

**MADAGASCAR :
AMBITIONS ELEVEES
POUR LA FILIERE
CACAO**

**COTE D'IVOIRE :
BILAN 2017 DU
SECTEUR MINIER**

**LE NIGERIA VA
COMMENCER LA
PRODUCTION LOCALE
DE VACCINS**

**OUGANDA : EN
QUETE DE
FINANCEMENTS
POUR RELANCER LA
COMPAGNIE
AERIENNE**

**GABON OIL
COMPANY ET GSEZ
SIGNENT UN ACCORD
POUR LE STOCKAGE
DES PRODUITS
PETROLIERS**

**SIERRA LEONE : 16
CANDIDATS EN LICE
POUR LES ELECTIONS
PRESIDENTIELLES DU
7 MARS**



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ La BDEAC débloque 33 Mds FCFA pour le Cameroun, la RCA, le Gabon et la Guinée équatoriale

Le Conseil d'administration de la Banque du 24 janvier 2018, a approuvé ce financement pour cinq projets. 800 M FCFA pour le Cameroun pour le projet de construction de la petite centrale hydroélectrique de Mbakaou. 20 Mds pour le projet de développement d'une infrastructure de stockage des hydrocarbures à Libreville (Gabon) par la société Gabon Global Logistics et 5 Mds FCFA pour la réhabilitation et l'élargissement de la route nationale PK 5 - PK 12 à Libreville. La RCA a quant à elle, obtenu 4,5 Mds FCFA pour la création d'un complexe agro-industriel de palmiers à huile par la société Palm d'Or, et la Guinée équatoriale, 2,9 Mds FCFA pour la construction du Centre hospitalier Mama Bang à Bata.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Ghana : vers un fort accroissement des recettes fiscales en 2018 ?

L'autorité en charge de la collecte des impôts (Ghana Revenue Authority) juge que la cible fiscale de 39,8 Mds GHC (8,9 Mds USD) qui lui a été assignée pour 2018 est atteignable. Celle-ci sous-tend une augmentation de 23,2 % des recettes par rapport à l'année 2017, lors de laquelle elles auraient déjà augmenté de 22,3 %. L'OCDE montrait récemment que le niveau des recettes publiques au Ghana (15 % du PIB) était inférieur à la moyenne estimée sur un échantillon de 16 pays africains (19 % du PIB). Les mesures de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale qui ont été votées dans le cadre de la loi de finance 2018, devraient permettre un accroissement de la collecte à court-terme.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Banque centrale du Libéria : reprise de l'économie en 2017

D'après le Rapport annuel 2017 de la Banque centrale libérienne (CBL), l'économie a enregistré une croissance de 2,5 % en 2017, après une contraction du PIB d'1,6 % en 2016. La croissance a été portée par une reprise du secteur minier (10 % du PIB) de 28,8 % en g.a. (contre -33 % en 2016). En 2018, les autorités tablent sur une croissance de 3,9 %. L'année 2017 a enregistré de fortes pressions inflationnistes à 12,4 % en moyenne, reflet de l'augmentation des prix des carburants et de la dépréciation du dollar libérien (-24,5 % sur l'année). Le déficit commercial s'est réduit de 31,7 % passant de 921,9 M USD en 2016 à 629,3 M USD, du fait principalement d'une baisse des importations (-16 %), quand le pays a enregistré une augmentation de ses exportations (+39,2 %).

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : objectif dépassé pour la seconde émission dédiée au financement des infrastructures

Une semaine après n'avoir accepté que 48,9 M USD (5 Mds KES) sur un montant proposé de 40 Mds KES (cf. brèves du 24 au 29 janvier), la Banque centrale a émis une nouvelle obligation, également d'une durée de quinze ans, à des fins de financement des infrastructures. La Banque a finalement accepté plus de 355 M USD (36 Mds KES), soit plus que les 35 Mds KES initialement proposés. Les acteurs bancaires et financiers ont proposé un taux d'intérêt moyen de 12,5 %, similaire à celui de la précédente obligation. D'après les analystes, la bonne performance de cette levée obligataire est le fait d'une augmentation de la liquidité sur le marché interbancaire au cours des derniers jours, une hausse favorisée par de récentes opérations d'injections de la Banque centrale.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : faible diversification des exportations du Kenya vers les Etats-Unis malgré l'AGOA

18 ans après la mise en place de l'Africa Growth and Opportunity Act (AGOA), les exportations du Kenya vers les Etats-Unis demeurent fortement concentrées, d'après les récentes données du National Agoa Committee. Si la mise en place de l'AGOA a conduit à l'ouverture de 6 421 lignes tarifaires, le textile et les produits d'habillement représentent plus des deux tiers du total des exportations vers les Etats-Unis. Par conséquent, les autorités kényanes souhaitent encourager d'ici 2025, date butoir de l'AGOA, les exportations de café, thé, fleurs coupées et de biens agroalimentaires et d'ameublement. L'expansion de ces secteurs, considérés comme porteurs, serait actuellement pénalisée par le non-respect des standards par les produits kényans et une inadéquation aux besoins des consommateurs.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : croissance du PIB de 4,2 % en 2018 selon la Banque africaine de développement

C'est ce qui ressort de son dernier rapport sur les Perspectives économiques en Afrique. La BAD anticipe pour Maurice un taux de croissance de 4,2 % en 2018 et de 4,3 % en 2019 contre une estimation de l'ordre de 4,0 % en 2017. Selon la Banque, les taux de croissance supérieurs pour 2018 et 2019 se justifient en raison de la reprise de l'investissement public dans les grands projets d'infrastructures, un essor du tourisme et par l'augmentation de la demande extérieure découlant de la croissance régionale et mondiale. En revanche, la Banque estime que l'augmentation des prix de l'énergie et des produits alimentaires devrait avoir un impact négatif sur le solde courant et accentuer les pressions inflationnistes avec un taux d'inflation attendu à 5,0 % en 2018.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : augmentation possible des salaires des militaires dans le budget 2018/19

A l'occasion des discussions portant sur le prochain projet de loi de finances de l'année 2018/2019, le Parlement a demandé au Gouvernement d'allouer 24,2 M USD (88 Mds UGX) afin d'augmenter le salaire des militaires faiblement gradés. Celui-ci devrait être indexé, au minimum, sur le revenu des enseignants du primaire selon les recommandations formulées par la commission du Budget du Parlement qui s'est également exprimée plus généralement en faveur d'une augmentation des salaires des agents de la fonction publique.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : fortes variations de la monnaie soudanaise sur le marché parallèle

La Sudanese Guinea (SDG) a perdu 10 % de sa valeur sur le marché parallèle entre le 1^{er} et le 4 février, passant d'un taux de 40 à 44 SDG/USD, avant de s'apprécier de 20 % depuis, atteignant 35 SDG/USD le 6 février. Parallèlement la Banque centrale a dévalué le 4 février le taux de change bancaire, dit incitatif, de 20 SDG/USD à 31,5 SDG/USD. Avec un niveau de réserves inférieur à deux mois d'importations, la Banque centrale dispose de maigres capacités d'interventions mais pourrait avoir significativement injecté des devises suite à un prêt émirati (cf. infra).

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : rumeur d'une aide budgétaire émiratie de 800 M USD**

Le gouverneur de la Banque centrale du Soudan a annoncé la réception de fonds importants de pays amis alors que l'ambassadeur des Emirats Arabes Unis aurait rencontré ce dernier. Selon la presse locale, les Emirats Arabes Unis auraient récemment octroyé un prêt de 800 M USD au Soudan.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tchad : Les mouvements sociaux continuent au Tchad**

Depuis plus d'une semaine, les établissements publics (administrations, écoles voire hôpitaux) sont paralysés. Les agents du service public dénoncent la baisse de leurs indemnités de salaires à la suite de la Loi de Finances 2018. Les travailleurs des institutions paraétatiques et les salariés du privé (notamment des banques) ont observé une grève de deux jours, le lundi 5 et le mardi 6 février, à l'appel de la Confédération Libre des Travailleurs du Tchad (CLTT), pour protester contre le relèvement du taux de l'Impôt sur les Revenus des Personnes Physiques.

✉ couleaudc@afd.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Nigéria : restriction d'accès au change : retrait de certaines matières premières ?

Selon le Président de l'Association des constructeurs du Nigéria (MAN), Frank Udemba-Jacobs, la Banque centrale nigériane (CBN) aurait revu sa classification concernant les restrictions d'accès au change, entraînant le retrait de 36 sous-produits. Pour rappel, 41 catégories de produits figuraient depuis juillet 2015 et jusqu'alors sur la liste de la CBN, pour lesquels l'accès aux devises était interdit. M. Jacob a précisé que ces 41 catégories regroupaient 680 dénominations, dont 36 auraient été retirées de la liste en tant qu'elles concernent des matières premières nécessaires aux membres de la MAN.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Comores : ouverture de assises nationales

Les assises nationales comoriennes se déroulent du 5 au 12 février à Moroni en présence de délégations de l'ONU, de l'UA, de la COI mais également de Mayotte. Elles ont été précédées par des travaux préliminaires organisés du 20 au 23 janvier. Initiées par la société civile et coordonnées par un Comité de Pilotage des Assises Nationales (CPAN), elles s'attachent à dresser un bilan des 42 ans d'indépendance pour élaborer une stratégie de développement durable pour le pays. Les partis d'opposition Juwa, RDC et UPDC ont cependant décidé de boycotter l'événement et ne reconnaîtront pas les conclusions de ces assises, après en avoir demandé le report. Le CPAN a également fait face à des défections en son sein.

✉ dalseccol@afd.fr

▼ Maurice : meilleur risque en Afrique selon Coface

Maurice a obtenu les meilleures notes à l'échelle africaine dans l'édition 2018 du Guide Coface axé sur les risques pays et risques sectoriels. Publié chaque année par l'assureur français, le guide évalue les perspectives macro-économiques et l'environnement des affaires de 160 pays et notamment le risque de défaillances de ses entreprises. Dans cette catégorie, Maurice a obtenu la notation A4 (qualifiée de « convenable »), soit le meilleur classement en Afrique et A3 pour l'environnement des affaires (« sécurisé mais avec insuffisances ») en tête également des pays africains. Selon l'assureur, pour 2018, la croissance du PIB est prévue à 4,0 %, l'inflation à 3,8 % et le déficit budgétaire à 3,9 % du PIB.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : accord gouvernemental pour la ratification de la convention de l'Union africaine sur la prévention et lutte contre la corruption

Cette décision a été annoncée par la Premier ministre mauricien lors du 30^{ème} sommet de l'Union africaine qui s'est tenu à Addis-Abeba fin janvier. Cette convention sera mise en œuvre localement par la Commission Indépendante Anti-corruption. La Convention des Nations Unies contre la corruption (2003) et la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption (2003) constituent les principaux cadres stratégiques et politiques de l'élaboration de ce programme.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : vers une annulation de l'annexe fiscale 2018 ?

Plusieurs nouvelles dispositions fiscales introduites par la loi de finances 2018 ont suscité le mécontentement du patronat ivoirien qui dénonce une augmentation de la pression fiscale. Ces mesures (hausse de certains taux et institution de nouvelles taxes) doivent au total rapporter 115 M EUR à l'Etat. Face à la gronde, l'exécutif ivoirien avait pris la décision de geler la mise en œuvre de ces mesures et d'entamer des discussions avec le secteur privé. Au sortir d'une séance de travail avec le Premier ministre le 7 février dernier, le patronat a annoncé la décision du Chef de l'Etat d'annuler la quasi-totalité des dispositions conflictuelles. Une confirmation officielle du gouvernement est attendue.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : un nouveau président à la tête du Club des Hommes d'affaires franco-burkinabè (CHAFFB)

M. Philippe Prudent, directeur général de Total Burkina a été élu le 1^{er} février 2018. Ce nouveau Président du CHAFFB succède à M. Mathieu Bayala, directeur d'un cabinet de conseil. Côté français, on peut également noter la présence, dans le nouveau bureau élu, des représentants des groupes Castel, Bolloré et Vincent & Associés. Pour mémoire, le Club a été fondé en 1990 afin d'instaurer un espace de concertation et d'échange entre les autorités publiques et les opérateurs des deux communautés. L'adhésion au Club est ouverte à toute personne dirigeant une société commerciale ou industrielle, établissement et organisme privé ou étatique, français ou burkinabè.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : un nouveau Code général des impôts en vue

Le gouvernement a adopté un projet de loi visant à la création d'un nouveau Code général des impôts. Le but est de simplifier le système fiscal actuel, dont la loi-cadre date de décembre 1983. Les principales mesures sont : la suppression de certaines taxes (sur les salaires, les véhicules de société, surtaxe foncière sur les propriétés insuffisamment bâties...), l'abaissement du taux d'imposition sur les sociétés à 27 % (contre 28 % en 2017) et l'instauration d'un mécanisme de remboursement de crédits TVA. Le nouveau code entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2019.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Quelques chiffres sur les projets d'investissement au Nigéria en 2017

Selon la Commission nigériane pour la promotion des investissements (NIPC), le Nigéria a enregistré 112 projets d'investissements en 2017, répartis à travers 27 Etats du pays, pour un montant total estimé à 66,4 Mds USD. C'est le secteur pétrolier qui se place en tête avec 25,3 Mds (soit 38 % du total) d'investissements annoncés, suivi du secteur manufacturier avec 12 Mds USD (18 %) puis des secteurs de l'énergie (10,2 Mds USD), de l'immobilier (6,7 Mds USD) et des transports (4 Mds USD). Le gouvernement vient par ailleurs d'annoncer le lancement de son 3^{ème} plan d'action pour renforcer la facilité de faire des affaires, qui devrait durer 60 jours à compter du 5 février.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : 310 M USD pour financer des projets de lutte contre le changement climatique

Le gouvernement ghanéen devrait obtenir d'ici la fin de l'année un financement de 310 M USD issu du Fonds vert pour le climat, dans le cadre d'un programme d'aide lancé en juin 2015 et soutenu par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et de l'Institut des ressources mondiales (WRI). Cette somme servira à financer différents plans d'actions pilotés par le gouvernement en faveur, notamment, de l'accroissement des capacités de production d'énergie renouvelable et du renforcement de la résilience des populations rurales et des infrastructures du pays, face aux risques liés au changement climatique.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : engagement en capital de la BEI pour le développement des services financiers mobiles de M-Birr

La Banque européenne d'investissement (BEI) va investir 4 M EUR en fonds propres dans M-Birr, la plateforme de services financiers mobiles - déjà opérationnelle - en Ethiopie. Cette augmentation de capital servira à accompagner le développement des services de M-Birr dans le pays et à favoriser l'inclusion financière de populations vulnérables. La Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft (DEG) prendra également une participation dans le capital de M-Birr d'un montant égal à celui de la BEI. M-Birr jouit d'un maillage territorial qui lui permet d'atteindre même les populations rurales vivant dans les zones reculées : elle disposait à fin 2016 de 5 000 points de présence, 1 300 agences d'institutions financières et 3 700 agents.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie - Rwanda : nouvelle rencontre sur le projet de train à écartement standard Kigali-Isaka

Suite à la visite du président rwandais P. Kagamé en Tanzanie mi-janvier, complétée par des échanges entre les ministères des infrastructures des deux pays, les ministres des finances tanzanien et rwandais ont conduit une réunion de travail à Dar es Salam. Ils ont notamment convenu de la nécessité de mettre à jour les études de faisabilité et les estimations de coûts, de l'ordre de 2,5 Mds USD, qui datent de 2015. Chaque pays mobilisera séparément les fonds

nécessaires pour le tronçon implanté sur son territoire et pourrait avoir recours à des financements privés. Il est estimé que près de 80 % du commerce rwandais transite par la Tanzanie.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : financement de 32 M USD de la Chine

La Chine a signé avec les autorités rwandaises un accord de partenariat assorti d'un financement de 32 M USD afin de réduire les pénuries d'eau et de soutenir la formation technique professionnelle (EFTP). Cet accord comprend le forage de 250 puits qui fourniront de l'eau aux communautés de 11 districts, notamment dans l'est du pays. L'EFTP sera appuyée par une allocation du montant au Centre Polytechnique Régional Intégré (IPRC) de Musanze qui aura ainsi la capacité d'accueillir 1 500 étudiants et 400 stagiaires de courte durée.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ Bénin : développement agricole – appui du FIDA

Les options stratégiques pays (COSOP) 2018-2022 du Fonds international pour le Développement Agricole (FIDA) ont été validées par le gouvernement. Trois projets sont mis en œuvre : le Projet d'appui aux services financiers ruraux adaptés (PAPSFRA), qui cible les filières ananas, riz et maraîchage, opérationnel depuis janvier 2014 pour une durée de 8 ans, le Projet d'appui au développement des Cultures maraîchères (PADMAR), lancé officiellement en avril 2017 pour 7 ans, qui concerne quelque 17 000 foyers de producteurs et le Projet de développement des filières agricoles (PRODEFA), qui doit être validé en fin d'année. En trente ans de coopération, le FIDA a financé 11 projets/programmes au Bénin pour un montant d'environ 114,2 M USD.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : fixation du plafond d'endettement par des émissions de titres publics

Le Président de la République habilite par un décret le Ministre des Finances à recourir à des émissions de titres publics pour un montant maximum de 260 Mds FCFA. Cette enveloppe servira au financement des projets de développement inscrits dans la loi de finances 2018.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : deux conventions de financement prochainement signées avec la Société Générale

Par décret, le Président de la République habilite le Ministre de l'Economie, de la Planification de l'Aménagement du Territoire à signer avec la Société Générale, une convention de crédit-acheteur d'un montant de 140 M EUR (91,9 Mds FCFA) pour le financement du projet de renforcement et de stabilisation des réseaux de transport d'électricité de la ville de Douala. Une seconde convention de crédit financier d'un montant de 25,6 M EUR (16,8 Mds FCFA) sera également signée pour le même projet.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : 16,6 Mds FCFA de la Banque mondiale pour le financement additionnel du projet de renforcement des capacités du secteur minier

Ce projet a pour objectifs d'améliorer la gestion du secteur minier en termes d'efficacité et de transparence, ainsi que les structures d'encadrement destinées à assurer un développement durable de ce secteur. La convention initiale de financement a été signée en 2011 avec la Banque Mondiale pour un montant de 30 M USD.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Tchad : la Banque Mondiale voudrait augmenter ses décaissements

Le Portefeuille de la Banque Mondiale compte aujourd'hui 10 projets dans le pays, dont 6 nationaux et 4 régionaux, pour un engagement total d'environ 158 Mds FCFA (268,7 millions USD), dont 83 Mds FCFA pour les projets uniquement nationaux. En revanche, le taux de décaissement de la Banque Mondiale dans le pays est très faible. Il est en effet de 6,8 % pour les projets nationaux et 6,6 % pour les projets régionaux, alors que l'objectif minimal du pays est fixé à 19 %. Les goulots d'étranglement identifiés sont entre autres, le problème de la mobilisation de la contrepartie, de la gestion du personnel des projets, des contraintes liées aux passations de marché et de gestion financière.

✉ couleaudc@afd.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Kenya : ouverture d'un laboratoire de recherche sur les semences par Syngenta

La multinationale Syngenta vient d'ouvrir au Kenya une station de recherche pour développer de nouvelles variétés de semences. Cette station comprend des laboratoires, des serres, des chambres froides et des lignes de production de semences de haute qualité ; de céréales et de légumes. Les semences produites seront développées pour le continent africain et le marché mondial. Cette création représente un investissement 5 M USD.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : ambitions élevées pour la filière cacao

Un séminaire international sur la filière cacao s'est tenu à Tananarive du 30 janvier au 1^{er} février en présence de Jean Marc Anga, Directeur de l'organisation internationale du cacao (ICCO). Le Conseil National du Cacao, organisateur du séminaire, entend structurer et pérenniser la filière via une hausse de la production tout en maintenant un niveau de qualité élevé. Disposant du label « cacao fin » depuis septembre 2015, Madagascar est le 20^{ème} producteur mondial de cacao (9000 t produites en 2017, dont 2000 t pour la qualité supérieure Trinitario). Deux réunions de l'ICCO se dérouleront à Berlin fin avril puis à Abidjan en septembre pour redéfinir les règles du label cacao fin et décider du maintien ou non de Madagascar sur cette liste.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : démarrage du Compact du MCC basé sur l'agriculture

Signé en juillet 2016 et adopté en conseil des ministres le 19 janvier 2018, le 1^{er} Compact du Millennium Challenge Corporation (MCC), en faveur du Niger, axé sur le secteur agricole, a été officiellement lancé. Doté d'une enveloppe de 437 M USD (354 M EUR), ce Compact portera sur l'accès à l'irrigation, la remise à niveaux des réseaux routiers pour faciliter l'accès aux marchés et aux services, la formation, la mise en place de plates-formes de marché, la réforme des institutions et le renforcement des capacités locales pour utiliser et entretenir de façon durable les infrastructures d'irrigation, les routes et les marchés. Des études de faisabilité pour les systèmes d'irrigation ont été lancées et un plan de réforme du marché des engrais a été élaboré.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Bénin : mise en œuvre du projet d'appui à l'Assurance mutuelle agricole (PA- AMAB)**

La mise en œuvre du Projet d'appui à l'assurance mutuelle agricole du Bénin va entrer dans sa phase opérationnelle, après la mise en place des réformes institutionnelles nécessaires. Ce projet vise à réduire la vulnérabilité des producteurs de coton et de riz, en mettant à leur disposition des produits d'assurance couvrant la phase «production» non prise en compte aujourd'hui, et va impacter 350 000 producteurs de coton et 1000 producteurs de riz. Il bénéficie d'un financement de 1,7 M EUR de la part de la BOAD (accord de prêt entré en vigueur depuis juin 2015).

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ **Energie et matières premières**

▼ **Nigéria : nouveaux objectifs pour la production de pétrole et de gaz**

Le Directeur de la compagnie pétrolière nationale (NNPC) a annoncé que l'institution avait pour objectif d'augmenter sa production jusqu'à 500 000 bpj d'ici à 2022. La NNPC produit actuellement près de 200 000 bpj, et pourrait atteindre les 300 000 bpj cette année. Concernant le secteur gazier, la ministre des Finances nigériane, Kemi Adeosun, a révélé que le pays cherchait à durcir sa législation sur le torchage de gaz. En effet, la législation actuelle classe la sanction comme une charge (donc déductible d'impôt) et le gouvernement cherche à la qualifier en sanction (« penalty ») : cette distinction sémantique aurait entraîné un manque à gagner potentiel de plusieurs milliards de dollars au gouvernement, selon la ministre.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Seychelles et Maurice : étude sismique entamée pour la recherche d'hydrocarbures**

La compagnie australienne Spectrum Geo a commencé ses travaux d'étude sismique en deux dimensions couvrant 20 000 km² du plateau continental partagé par Maurice et les Seychelles. Un accord dans ce sens a été signé en début d'année par la Commission jointe administrant cette zone de gestion commune. La modélisation des bassins désigne les Seychelles comme ayant un potentiel en hydrocarbures, potentiel corroboré par la présence d'une nappe de pétrole de qualités supérieures captées sur des données satellites. Les résultats des relevés sismiques permettront d'évaluer le potentiel de pétrole brut de ce bassin, ce qui pourrait permettre une mise en concession ultérieure.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : bilan 2017 du secteur minier

Le chiffre d'affaires total du secteur en 2017 est de 822 M EUR, en hausse de 10,3 % par rapport à 2016, avec un apport en recettes fiscales de 86 M EUR (+39,8 %). 29 nouveaux permis de recherche minière ont été accordés, portant à 164 le nombre total de permis en cours de validité dont 84 % concernant l'or. 3 conventions d'exploitation minière industrielle (14 permis au total en cours de validité) et 32 autorisations semi-industrielles ont été signées entre l'Etat et les sociétés minières (58 au total en cours de validité). La production d'or est estimée à 25,4 tonnes et 2,1 M USD (1,7 M EUR) de diamants bruts ont été exportés. L'emploi direct et indirect dans le secteur minier est en hausse de 26,8 % (42 000 en 2017 contre 33 100 en 2016).

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : Havilah Consolated Resources s'engage à investir 1 M USD dans le gisement de fer de Milingui

Le ministre des Mines, M. Christian Magnagna, et le président de la société sud-africaine Havilah Consolated Resources, M. Baojin Zhao, ont signé ce 2 février 2018 un accord-cadre portant sur l'exploitation du gisement de fer de Milingui. Situé dans la province de la Nyanga, au sud du Gabon, Milingui est le deuxième plus grand gisement de fer du pays, avec des réserves estimées à 135 M de tonnes, dont 18 M de tonnes de minerai de fer à haute teneur (+ de 50 %). Le financement du projet, dont le coût total s'élèverait à 1 Md USD, serait totalement assuré par le fonds d'investissement spécialisé African Mineral Exploration and Development (AMED). L'entrée en production serait prévue dès la 3^{ème} année d'exploitation, en 2020.

✉ charles.grison@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : nouvelle mouture du code minier

La commission parlementaire mixte chargée d'harmoniser le nouveau code minier a renforcé considérablement le texte de loi dont la promulgation n'attend plus que la signature du président Joseph Kabila. Cette nouvelle mouture prévoit entre autres l'annulation des garanties de contrat et l'augmentation des redevances, ce qui devrait avoir des coûts financiers immédiats pour l'ensemble des opérateurs du secteur, mais aussi, une augmentation considérable de la part publique dans les revenus miniers. Le changement le plus important est l'annulation de la mesure introduite dans la révision de 2002, qui protégeait les détenteurs de permis de se conformer à tous changements du régime fiscal et douanier pendant 10 ans.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Le Nigéria va commencer la production locale de vaccins

Le gouvernement fédéral et May & Baker Nigeria Plc ont inauguré Biovaccines Nigeria Limited, un partenariat public-privé visant à la production locale de vaccins, en reprenant les installations du laboratoire fédéral de production de vaccins (LFPV) à Yaba. D'après le contrat conclu en joint-venture, May & Baker détient 51 % de la compagnie et le gouvernement fédéral 49 %. Pour rappel, le Nigéria qui importe actuellement 100 % de ses vaccins, a connu en 2017 une pénurie lors d'une épidémie de méningite qui a causé plus de 1 000 morts. Pour rappel, les produits pharmaceutiques représentent le 1^{er} poste d'exportations de la France vers le Nigéria, à 431 M EUR au 1^{er} semestre 2017, soit 61,8 % du montant total de nos exportations.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : travaux à venir sur les infrastructures portuaires et routières

La Lekki Port LFTZ Entreprise a annoncé que les travaux de construction de la digue principale du port de Lekki avaient débuté. Situé dans la zone de libre-échange de Lagos, le port une fois achevé sera avec 16,5 mètres de profondeur l'un des plus profonds d'Afrique de l'Ouest. Plusieurs fois reporté, l'achèvement des travaux, estimés à un coût total de 1,5 Md USD, est fixé à 2019 selon les dernières déclarations officielles. Par ailleurs, le gouvernement japonais a offert par l'intermédiaire de la Sakai Heavy Industries Limited 21 équipements de maintenance des routes au Nigéria. Le don devrait s'accompagner d'un programme de formation du personnel de la FERMA pour l'utilisation et la maintenance des machines.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : projet d'installation d'une usine de production pharmaceutique

Le fonds commun de placement et de développement des Infrastructures tanzanien (UTT-PID) a déposé auprès de l'Autorité des marchés des capitaux (CMSA) une demande d'émission obligataire de 45 M USD pour la construction d'une usine de production de produits pharmaceutiques, nommée Zinga Pharmaceuticals Company, dans la région de Bagamoyo. La capacité de production de cette usine serait de 970 millions de comprimés par an, dont près de 13 % seraient des antirétroviraux (ARV). La Tanzanie compte actuellement treize sites pharmaceutiques, dont la capacité de production totale ne couvre que 20 % des besoins du pays. La Tanzanie consacre aujourd'hui plus de 100 M USD chaque année à l'importation de médicaments.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : important projet turc dans la transformation du coton burkinabè

Le groupe textile turc Ayka Textile a annoncé son intention de construire un complexe industriel pour la fabrication de vêtements à Ouagadougou. D'un coût global de 225 Mds FCFA (343 M EUR), financé à 45 % par l'État burkinabè et 55 % par Ayka, ce projet devrait être mis en chantier courant 2018 et commencer la production en 2020. La société turque évoque 7 unités de production (filature, tissage, tricotage, teinture, recyclage de fils et de tissus et enfin confection de vêtements), auxquelles s'ajouteront un centre de formation dans la transformation du coton, une unité de fabrication d'emballages carton, une centrale thermique de 25 MW et une station d'épuration et de recyclage des eaux usées.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

Services

▼ Maurice : assouplissement des règles du secret bancaire

C'est ce qui ressort de l'édition 2018 du rapport de l'organisation Tax Justice Network (TJN) qui publie un indice du secret bancaire et milite contre les flux financiers illicites. Régulièrement décrié comme un paradis fiscal, l'île Maurice était le pays africain ayant le plus fort taux de secret bancaire dans l'indice 2015 de TJN, se situant à la 23^{ème} position. En 2018, suite à diverses mesures adoptées par les autorités en matière de coopération financière, l'île Maurice a amélioré son positionnement, au 49^{ème} rang, et est désormais devancé par le Kenya (27^{ème}) et le Libéria (38^{ème}). La Suisse, les Etats-Unis et les îles Caïmans dominent ce classement.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : en quête de financements pour relancer la compagnie aérienne nationale

Le gouvernement ougandais cherche à réunir 388 M USD d'ici septembre prochain afin de relancer le projet de compagnie aérienne, Uganda Airlines. Cette information fait suite à l'approbation en fin d'année dernière, par le cabinet du président, d'un plan détaillé portant création de la nouvelle compagnie. Le plan propose l'acquisition d'une flotte initiale de 4 Bombardier CRJ900 et de 2 gros-porteurs Airbus A330-200. Le gouvernement prévoit d'investir 70 M USD en quatre tranches sur une période de trois ans, dont la première tranche serait inscrite dans le prochain budget. S'agissant de l'acquisition des appareils, le plan prévoit un financement à sécuriser de 318 M USD via à une combinaison d'outils de financements.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : les ventes de véhicules neufs en progression de 9 %

Selon le Groupement interprofessionnel automobile, matériels et équipementiers (Gipame), environ 9 800 véhicules neufs ont été vendus en 2017, soit une progression de 9 %. Les marques japonaises restent leaders, avec 50 % des ventes ; le distributeur CFAO bénéficie de 40 % de part de marché. La seconde place est occupée par Tractafric Motors, filiale de la holding marocaine SNI, qui est notamment le concessionnaire des marques Hyundai, Mazda et BMW. Ce concessionnaire a vendu plus de 1 900 véhicules, soit une part de marché de 19 %. En 3^{ème} position, la Société ivoirienne de distribution d'automobile (Socida), filiale du groupe antillais Bernard Hayot (GBH), avec 17 % de part de marché.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : lancement du passeport électronique

Le président J.Magufuli a procédé au lancement du nouveau passeport électronique national, une opération dont le coût de mise en œuvre est estimé à 57 M USD. L'entreprise américaine HID Global a conclu un partenariat avec DLRS Group pour fabriquer des livrets de passeport avec la page de données électroniques en polycarbonate de HID. L'e-passport est la 1^{ère} phase du projet « e-immigration », la 2^{ème} étant l'introduction du visa électronique (e-Visa), les 3^{ème} et 4^{ème} phases portant sur les permis de travail (e-Permit), la gestion des frontières (e-Border Management) et l'amélioration des systèmes électroniques dans les ambassades tanzaniennes et les districts connaissant une immigration élevée. La Tanzanie sera ainsi le premier pays membre de la Communauté d'Afrique de l'Est à fournir ce type de services en ligne à ces citoyens.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Guinée : ouverture du premier Super U sur le continent africain

Le groupe Système U a inauguré son premier magasin sur le continent africain à Conakry, en présence de M. Serge Papin, PDG du groupe. Système U souhaite ouvrir une centaine de magasins en Afrique de l'Ouest d'ici à 2022, dont une cinquantaine en Guinée. Le groupe envisage de s'implanter au Sénégal, au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Gabon et souhaite également investir dans la structuration de filières agricoles. Pour mémoire, système U est un groupement de distributeurs indépendants dont le chiffre d'affaires en 2016 s'élevait à 19,2 Mds EUR.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : la dissolution de la SNE et de la SNDE actée par le gouvernement

Les projets de loi portant dissolution de la Société nationale d'électricité (SNE) et de la Société nationale de distribution d'eau (SNDE) ont été approuvés lors du Conseil des ministres du 2 février. Trois sociétés anonymes devraient naître de cette dissolution : la société de patrimoine pour le secteur de l'électricité, la société de transport de l'électricité ainsi que la société de patrimoine du secteur de l'eau. Les sociétés de patrimoine auront la gestion des deux secteurs par le biais de contrats de délégation de service public conclus entre l'Etat et des opérateurs publics ou privés. Elles auront vocation à intervenir comme exploitant, en cas de défaillance d'un opérateur.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : ONOMO investit à Pointe Noire

Le groupe hôtelier panafricain Onomo, repris en 2013 par la famille Ruggieri, devrait pouvoir commencer la construction de son hôtel à Pointe Noire dès septembre 2018. Il vient d'obtenir, après 2 ans de procédures judiciaires, un jugement favorable non opposable de la Cour suprême pour occuper le terrain acquis. La signature du protocole d'accord avec le ministère des Affaires foncières est prévue pour le 9 février et l'achèvement des travaux début 2020. Le financement interviendrait sur fonds propres à hauteur de 40 %, le reste en equity. L'ambition affichée du groupe est de créer en Afrique un réseau de 100 hôtels abordables, écologiques et culturels.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon Oil Company et GSEZ signent un accord pour le stockage des produits pétroliers

La compagnie nationale Gabon Oil Company et Gabon Special Economic Zone (GSEZ), filiale du groupe singapourien OLAM, ont signé le lundi 29 janvier un accord portant sur la construction et la gestion d'un terminal de stockage des produits pétroliers dans la zone portuaire d'Owendo. Cette nouvelle installation serait notamment constituée de 13 cuves de stockage d'une capacité variant entre 2 000 et 6 000 kilolitres, d'une station de pompage d'eau et d'un site de déchargement doté de 14 emplacements pour camions. La BDEAC apporterait un financement pour ce projet à hauteur de 20 Mds FCFA.

✉ charles.grison@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Sierra Leone : 16 candidats en lice pour les élections présidentielles du 7 mars

La Commission électorale sierra-léonaise (NEC) a clôturé cette semaine le dépôt des candidatures pour les élections présidentielles du 7 mars. 16 partis politiques sont donc en lice, chacun ayant communiqué son ticket présidentiel (Président et vice-Président). Après deux mandats, le Président sortant Ernest Bai Koroma a désigné son ministre des Affaires étrangères et ex-gouverneur de la Banque centrale, Samura Kamara, comme candidat de l'APC (All Peoples Congress). Le principal parti d'opposition, SLPP (Sierra Leone People's Party) a lui intronisé Julius Maada Bio, ancien chef de la junte militaire qui a dirigé le pays pendant quelques mois en 1996.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : remaniement ministériel du 31 janvier 2018

Le Premier ministre Paul Kaba Thiéba reste en place et prend la tête d'un nouveau gouvernement constitué de 33 membres dont 6 femmes. Au ministère de l'Economie, des Finances et du Développement, Rosine Coulibaly conserve son poste. Anciennement ministre déléguée chargée du budget, Edith Clémence Yaka Harouna Kaboré, prend le portefeuille du ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : atelier d'information organisé le 16 février 2018 au siège de Business France à Paris : situation générale et focus sectoriels

Le nouveau président élu en septembre dernier, João Lourenço, semble être déterminé à mettre rapidement en oeuvre les réformes nécessaires afin de relancer l'économie, favoriser l'investissement privé et la diversification économique devenue indispensable. Temporairement fragilisé, le deuxième producteur de pétrole d'Afrique et la troisième économie d'Afrique subsaharienne reste un pays riche avec un potentiel de développement important dans les secteurs de l'agriculture, agro-industrie, énergie, eau et infrastructures, financements : les bailleurs internationaux (BM, BAfD, BEI...) sont très actifs, l'AFD vient de se réimplanter, et les banques commerciales et Bpifrance sont prêtes à financer des projets sur crédit export.

Rendez-vous le 16 février pour un point d'étape 6 mois après la prise de pouvoir du nouveau président angolais. Retrouvez le programme sur : <http://events-export.businessfrance.fr/atelier-information-angola/#Pr%C3%A9sentation>

✉ igor.chlapak@businessfrance.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr

anne.cussac@diplomatie.gouv.fr

tresor-communication@dgtrésor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :

objectifafrique_daoui@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prénom.nom@dgtrésor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

